

Saint-Valentin (14 février) Grève des salariés de AIDES : le divorce est consommé avec la direction !
(Le 12 février 2014) **Après avoir débrayé le jeudi 16 janvier, les salariés de AIDES, réunis en Assemblée Générale le 7 février, ont décidé d'une nouvelle journée de grève ce vendredi 14, jour de la Saint-Valentin.** Nous entendons protester contre le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) prévu par la direction qui au stade actuel des négociations vise à se débarrasser de ses salariés à moindre coût, sans leur garantir des conditions dignes de départ et de reclassement. Les négociations n'avancent pas. La survie de notre association se trouve de plus gravement menacée par ce PSE, dans un contexte où la lutte contre le sida semble elle-même en voie de disparition dans le paysage associatif. Les militants salariés de AIDES font les frais d'une triple-crise : crise de gouvernance, de démocratie interne et de financement de la lutte par les pouvoirs publics.

Crise de gouvernance

Nous sommes atterrés par la manière avec laquelle notre direction conduit le PSE, c'est-à-dire en cumulant erreurs grossières, manque d'anticipation et absence de vision stratégique. Un mois et demi après le début des négociations, le constat est accablant :

- **légèreté dans le choix du cabinet de reclassement choisi unilatéralement, sans cahier des charges et ... en liquidation judiciaire**
- **construction du PSE de telle manière à cibler des salariés et non des postes**
- **refus de négocier les indemnités de licenciement : la direction s'en tient au strict minimum légal (1/5 de mois par année d'ancienneté)**
- **imprécision et manque de rigueur dans l'élaboration du plan de départ volontaire qui n'est pas à la hauteur des enjeux d'un tel dispositif**
- **absence de méthode qui s'exprime notamment par le refus d'extension du temps de négociation malgré les problèmes qui s'amoncellent autour du PSE**

La direction s'était pourtant engagée dès l'annonce du PSE à proposer "un certain nombre de mesures afin de soutenir le reclassement et l'accompagnement des salarié(e)s concerné(e)s **dans les meilleures conditions possibles**". Au vu du blocage des négociations, force est de constater que la démarche n'est en fait ni loyale ni de bonne foi.

Rappelons que le PSE est lui-même la conséquence d'une envolée des charges non prévue par la direction : investissement à fonds perdus dans les actions de dépistage rapide, réorganisations multiples, frais de déplacement très importants ...

Des graves erreurs de gestion pointées dans plusieurs rapports d'experts (Secafi, Cour de comptes, Comité de la charte et Mazars). A l'évidence, notre direction ne sait plus trop où elle va mais continue de s'accrocher aux manettes, tout en faisant entendre qu'un deuxième PSE pourrait suivre le premier.

Crise de démocratie interne

L'association a gagné des centaines de salariés (en moins de dix ans) sans pour autant faire évoluer d'un pouce son mode de gouvernance. Alors qu'elle compte aujourd'hui 1 salarié pour 2 volontaires (bénévoles), les premiers ne sont toujours pas représentés au conseil d'administration (CA), composé de volontaires. Dans ces conditions, la direction assoie son autoritarisme sur « l'onction » donnée par le CA qui se garde bien de prendre ses responsabilités dans l'actuelle crise sociale. Pour preuve, ce dernier refuse toutes les demandes des salariés comme l'allongement de la durée des négociations, et surtout l'audition du cabinet Secafi qui a pointé les manquements de la direction dans un rapport. En gros, l'autoritarisme des uns succède à l'irresponsabilité des autres. Pour un résultat sans appel : les négociations sur le PSE entre les représentants du personnel et la direction n'avancent pas.

Crise de financement de la lutte

Certes AIDES ne rencontre pas une crise similaire à Act-up, également en grande difficulté financière. Contrairement à notre partenaire, les ressources de AIDES sont en augmentation : de 36,8 M en 2009 à 40,6M € en 2012. Il n'en reste pas moins que l'Etat, bien content de nous déléguer ses missions de service public, comme le dépistage ou la prévention, se révèle silencieux dans cette crise. Que fera-t-il demain si notre association est contrainte d'abandonner ses actions auprès des populations vulnérables, publics que l'Etat se révèle incapable d'atteindre ? C'est pourtant l'avenir tout droit tracé par ce PSE. Enfin, qu'en est-il de ses responsabilités en tant que principal financeur de AIDES ? C'est l'avenir de la lutte contre le sida qui est aujourd'hui en suspens.

Aussi, en faisant grève ce 14 février dans toute la France, les salariés de AIDES demandent la mise en place d'un PSE prévoyant des conditions dignes de départ et de reclassement.

Les organisations syndicales demandent à être reçues par Marisol Touraine, Mme la Ministre de la Santé qui, en tant que principal financeur, doit assumer ses responsabilités dans la crise sociale et financière qui menace l'avenir de AIDES et l'ensemble de la lutte contre le sida.

Communiqué et action de grève soutenus par l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, Sud. Contacts Pour CFDT Santé Sociaux Trilles 06 64 69 69 97 Pour CGT : Mael Guillamet - 06 63 57 77 63 Pour FO-Snepat : Romuald Chaussivert - 06 85 66 99 48 Pour Sud Santé Sociaux : Renaud Delacroix - 06 10 70 27 21